

Revenus des ménages

Au premier trimestre 2024, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est resté dynamique (+1,2 % en euros courants après +1,3 % en fin d'année 2023, ► [figure 1](#)). Les prestations sociales ont accéléré en raison de l'indexation des retraites de base sur l'inflation passée, et sont la principale contribution à la hausse du RDB (+0,8 point). Les revenus d'activité ont fortement ralenti du fait de la fin du versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans la fonction publique et de moindres versements de primes de partage de la valeur (PPV) (► [fiche Salaires](#)). Les revenus du patrimoine ont quant à eux rebondi après une fin d'année 2023 marquée par le relèvement de la taxe foncière. La hausse des prix étant restée modérée (+0,6 % après +0,3 %), le pouvoir d'achat du RDB a de nouveau progressé début 2024 : +0,6 % après +1,0 % en fin d'année 2023 (soit, par unité de consommation, +0,5 % après +0,8 %).

D'ici la fin de l'année 2024, le pouvoir d'achat du RDB se stabiliserait globalement. Le revenu disponible brut des ménages ralentirait un peu en euros courants au deuxième trimestre (+0,7 % après +1,2 %) puis plus nettement en deuxième partie d'année, ► [figure 2](#). Les revenus d'activité accéléreraient légèrement au deuxième trimestre après la faible progression du

► 1. Composantes du revenu disponible brut des ménages

(variations en %)

	Variations trimestrielles								Variations annuelles		
	2023				2024				2022	2023	2024
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Revenu disponible brut (100 %)	1,0	1,7	1,3	1,3	1,2	0,7	0,3	0,2	5,2	8,0	3,9
Dont Revenu disponible brut hors Sifim									4,8	5,8	3,9
Revenus d'activité (73 %)	1,1	0,8	0,8	1,2	0,4	0,6	0,5	0,6	7,5	5,2	2,8
Masse salariale brute (65 %)	1,1	0,8	0,8	1,2	0,5	0,6	0,5	0,6	7,8	5,3	2,9
EBE des entrepreneurs individuels* (8 %)	0,8	1,1	0,8	0,5	-0,2	0,4	0,5	0,5	4,7	4,6	1,5
Prestations sociales en espèces (34 %)	0,8	0,6	0,8	1,3	2,5	1,2	0,8	1,0	1,7	4,7	5,8
Revenus de la propriété, dont EBE des ménages purs (20 %)	5,2	4,0	2,5	-0,2	2,5	0,5	0,0	-1,2	6,5	17,1	4,8
Dont Revenus du patrimoine hors SIFIM									5,8	7,5	4,9
Prélèvements sociaux et fiscaux (-26 %)	4,6	0,0	0,5	-0,3	2,1	1,0	1,5	1,1	7,9	3,6	4,0
Prix de la consommation des ménages**	2,2	1,6	1,1	0,3	0,6	0,5	0,6	0,0	4,9	7,1	2,5
Dont Prix de la consommation des ménages hors SIFIM									4,7	4,8	2,5
Pouvoir d'achat du RDB	-1,1	0,1	0,2	1,0	0,6	0,2	-0,4	0,2	0,2	0,9	1,4
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-1,3	-0,1	0,1	0,8	0,5	0,0	-0,5	0,1	-0,4	0,3	0,9

■ Prévisions.

* L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

** La dynamique du prix de la consommation des ménages en 2023 diffère fortement de celle de l'indice des prix à la consommation (IPC) du fait de l'effet comptable de la hausse passée des taux interbancaires.

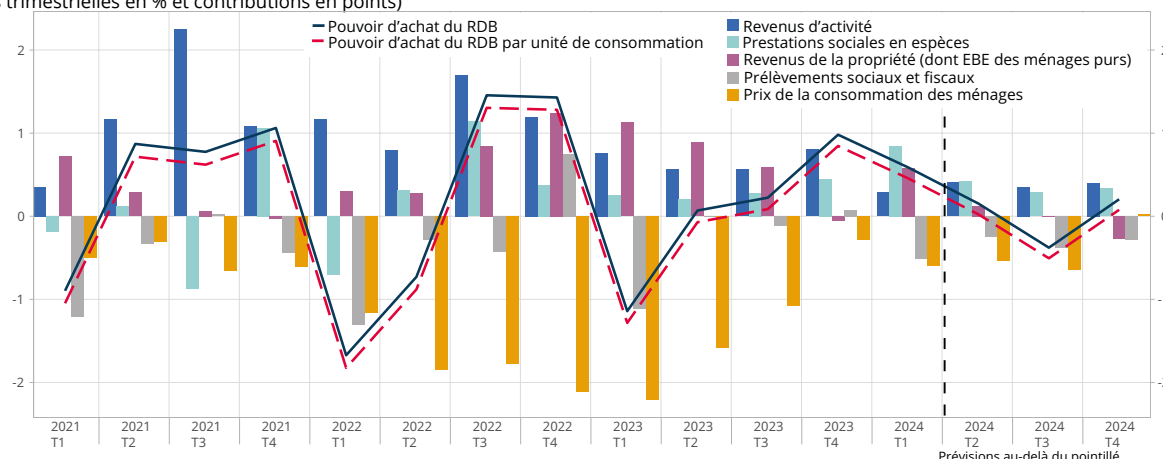
Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2022.

Lecture : après une hausse de 1,2 % au premier trimestre 2024, le revenu disponible brut des ménages ralentirait au deuxième trimestre 2024 (+0,7 %).

Source : Insee.

► 2. Variations trimestrielles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et principales contributions aux variations du RDB

(variations trimestrielles en % et contributions en points)



Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation augmenterait de 0,2 % au deuxième trimestre 2024. Les prestations sociales contribueraient pour +0,4 point à la hausse du RDB des ménages (+0,7 point).

Source : Insee.

Conjoncture française

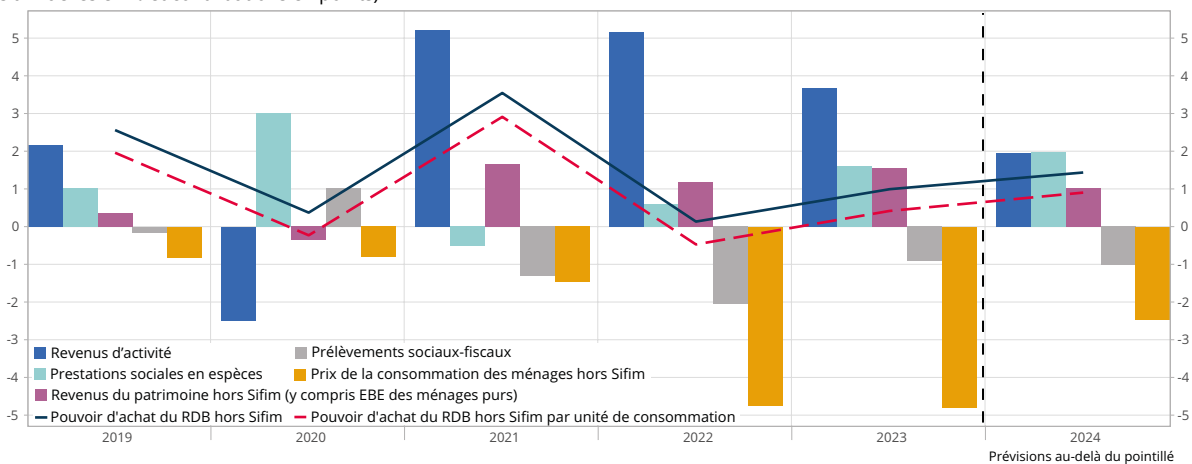
début d'année (+0,6 % après +0,4 %) puis garderaient un rythme comparable. Ils accéléreraient encore un peu en fin d'année, du fait de nouveaux versements de primes et de la revalorisation attendue du SMIC. Les prestations sociales ralentiraient progressivement tout en restant dynamiques, notamment au deuxième trimestre (+1,2 %), du fait des revalorisations automatiques de certaines prestations comme les allocations familiales. Les revenus du patrimoine resteraient soutenus par le versement de dividendes et d'assurance-vie mais les intérêts nets reçus par les ménages diminueraient à partir du deuxième trimestre 2024 du fait de la première baisse de taux directeur de la BCE engagée en juin. Au total, les revenus du patrimoine continueraient de progresser au deuxième trimestre (+0,5 %), stagneraient au troisième trimestre du fait de la baisse des taux puis se replieraient légèrement en fin d'année en raison de la hausse de la taxe foncière. Toutefois cette baisse de taux se répercuterait aussi dans les prix des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) rendus aux ménages, diminuant de fait le déflateur de la consommation des ménages (► [figure 3](#)).

Le prix de la consommation des ménages garderait au deuxième trimestre un rythme de croissance proche de celui observé en début d'année (+0,5 % après +0,6 %). Ce rythme s'abaisserait ensuite, mais sa progression serait plus dynamique à l'été qu'à l'automne. Son évolution trimestrielle au second semestre 2024 serait en effet heurtée par la tenue en France des Jeux Olympiques et Paralympiques à l'été : le prix de la consommation des ménages serait dynamique au troisième trimestre (+0,6 %) du fait de l'inflation dans les services de transport (► [fiche Prix à la consommation](#)). Par contre, il marquerait le pas en fin d'année (0,0 %).

En moyenne sur l'année 2024, le RDB des ménages ralentirait (+3,9 % après +8,0 % en 2023) mais le reflux du prix de la consommation des ménages serait plus marqué (+2,5 % en 2024 après +7,1 % en 2023), si bien que le pouvoir d'achat du RDB accélérerait (+1,4 % après +0,9 % en 2023). Cette hausse du pouvoir d'achat du RDB en moyenne annuelle est d'ores et déjà acquise à l'issue du premier trimestre 2024 (► [figure 4](#)). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, plus proche du ressenti des ménages, augmenterait de +0,9 % en 2024, après +0,3 % en 2023. ●

► 3. Variations annuelles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM des ménages et principales contributions aux variations du RDB hors SIFIM

(variations annuelles en % et contributions en points)

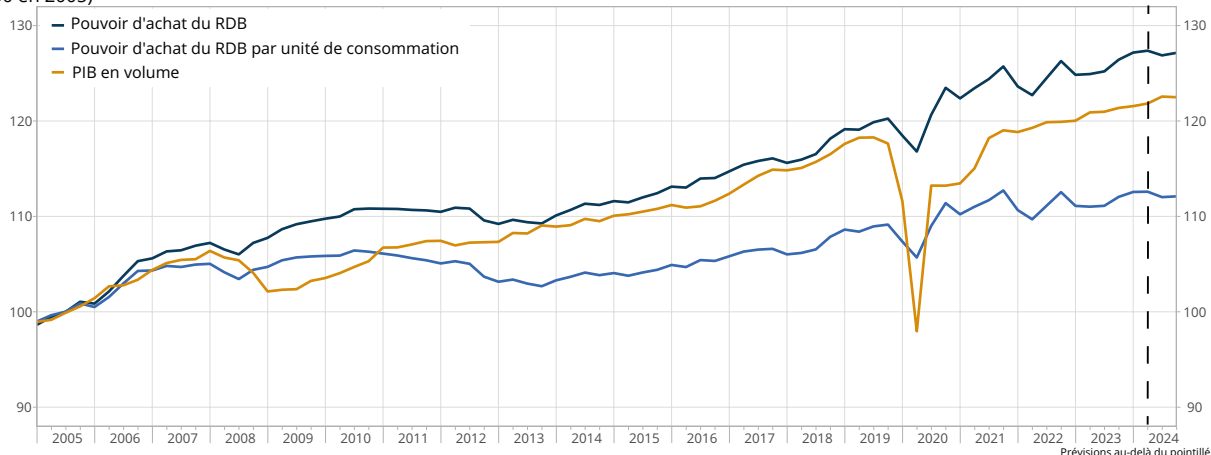


Lecture : le pouvoir d'achat du RDB (hors effet SIFIM) par unité de consommation augmenterait de 1,4 % en 2024. Les prestations sociales contribueraient pour +2 points à la hausse du RDB des ménages (+3,9 points).

Source : Insee.

► 4. Évolution depuis 2005 du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et du PIB

(base 100 en 2005)



Source : Insee.